

LE SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES : POSITION ET RÔLE DE LA CIDSE – AVRIL 2021

Ce document définit la position du réseau de la CIDSE par rapport au Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) prévu à l'automne 2021. Cet événement pourrait changer la donne en matière d'évolution et de transformation des systèmes alimentaires. Par conséquent, la CIDSE - qui promeut la souveraineté alimentaire depuis des années en étroite collaboration avec des partenaires du monde entier - exprime son point de vue et son approche vis-à-vis de ce Sommet.

Que va-t-il se passer en 2021 ? Un moment décisif pour les systèmes alimentaires ?

Il reste moins d'une décennie pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD)¹. Le nombre croissant de personnes souffrant de la faim, ainsi que l'urgence climatique et la perte de biodiversité, exigent des réponses politiques ambitieuses dès maintenant. Même en période de pandémie mondiale et de détérioration continue des institutions internationales par des dirigeants autoritaires et des intérêts commerciaux, il existe des perspectives, des espoirs et des plans pour un autre avenir. L'Accord de Paris, la relance post-COVID-19 et l'Agenda 2030 restent des pistes pour la transition vers un monde juste et durable pour tou.te.s. Cependant, pour atteindre ces objectifs, notamment l'éradication de la faim, la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et la promotion d'une agriculture durable², nous devons remettre en question nos systèmes alimentaires et les transformer.

Le système alimentaire industriel dominant est au cœur des crises écologiques, sociales et économiques actuelles. Pendant des décennies, la stratégie de lutte contre la faim a consisté à augmenter la productivité grâce à des technologies telles que les pesticides et les engrais chimiques, les semences modifiées et l'intégration des agriculteur.rice.s aux marchés internationaux. Il n'est plus possible de considérer cette approche du développement comme efficace, ne serait-ce que pour sa contribution majeure aux changements climatiques, à la perte de biodiversité et à la déforestation. Tous ces dommages écologiques menacent les systèmes de vie sur notre planète ne parvenant pas à nourrir les populations les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont souvent aussi des producteur.rice.s de denrées alimentaires. La façon dont nous produisons, modifions, distribuons et consommons les aliments doit changer si nous voulons une planète habitable pour aujourd'hui et pour les générations futures³.

C'est ainsi qu'en décembre 2019, l'ONU a annoncé l'organisation d'un sommet sur les systèmes alimentaires qui vise à réunir différents acteurs pour travailler sur les changements nécessaires à la transformation de ces systèmes. Comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres : « *Il est inacceptable que la faim augmente alors que le monde gaspille plus d'un milliard de tonnes de nourriture chaque année. Il est temps de changer nos modes de production et de consommation, y compris pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. La transformation des*

¹ [Accueil | Développement durable \(un.org\)](#).

² ODD 2.

³ Frison, E., & Jacobs, N. (2016). *From uniformity to diversity – A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*. Bruxelles: IPES-Food - [UniformityToDiversity_FULL.pdf \(ipes-food.org\)](#).

« systèmes alimentaires est essentielle à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. En tant que grande famille humaine, nous devons absolument créer un monde délivré de la faim. »⁴

Malgré l'urgence de créer un espace mondial pour discuter de la nécessité de systèmes alimentaires plus durables et plus résilients, ce sommet suscite hélas beaucoup d'inquiétudes parmi les organisations de la société civile (OSC), les organisations des peuples autochtones et les syndicats d'agriculteur.rice.s et de paysan.ne.s. En 2020, 550 OSC ont uni leurs forces pour exprimer leurs préoccupations dans une lettre adressée à António Guterres⁵. Le manque de transparence et d'inclusion, l'importance disproportionnée accordée aux solutions et à la rhétorique des entreprises, ainsi que la nomination d'Agnès Kalibata comme Envoyée spéciale pour le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires sont des éléments clés qui inquiètent les organisations de la société civile du monde entier⁶.

Par ailleurs, la place accordée aux entreprises dans le processus⁷ démontre la dynamique actuelle d'influence grandissante des entreprises au sein des institutions multilatérales⁸. La CIDSE considère que la transformation des systèmes alimentaires mondiaux doit être discutée au sein des institutions démocratiques internationales existantes et reconnues mondialement, en particulier au sein du Comité pour la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA). Nous collaborons avec cet organe des Nations unies, le soutenons et le défendons dans son travail consistant à fournir aux populations et aux gouvernements des recommandations pour l'évolution nécessaire des systèmes alimentaires.

La CIDSE et ses alliés partagent ces préoccupations⁹. Le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires risque de devenir un moment clé pour les intérêts des entreprises du secteur privé, qui y feront valoir leurs solutions même s'il a été démontré que celles-ci sont inadéquates pour atteindre l'objectif ultime de garantir le droit à l'alimentation pour tous et toutes et de protéger la planète en même temps¹⁰. Le Sommet va vraisemblablement ignorer les voix, l'expérience et les connaissances des petit.e.s agriculteur.rice.s. Il risque de retarder une transformation juste et durable des modes de consommation et de production alimentaires, et de perpétuer les crises économiques, sociales et environnementales actuelles. Les solutions qui émergeront d'un tel processus ne parviendront certainement pas à éradiquer la faim et à assurer la souveraineté alimentaire pour tous et toutes. Le Sommet ne dispose pas de la légitimité démocratique indispensable pour que des changements profonds soient acceptés, approuvés et mis en œuvre de manière multilatérale.

⁴ [Sommet sur les systèmes alimentaires | Nations unies.](#)

⁵ Plusieurs OSCs. (2020). *Lettre des OSC concernant le sommet sur les systèmes alimentaires*. Rome: IPC - [FR Edited draft-letter-UN-food-systems-summit_070220.pdf \(foodsovereignty.org\)](#).

⁶ Agnès Kalibata est l'ancienne Ministre de l'Agriculture du Rwanda ; elle est Directrice de l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA). Cette alliance a pour objectif de combattre la faim et la pauvreté en promouvant une agriculture basée sur l'utilisation d'intrants chimiques et de semences améliorées. Selon une étude de 2020, l'Alliance n'a pas réussi à atteindre ses objectifs : [False Promises AGRA en.pdf \(rosalux.de\)](#).

⁷ [Discours du CETIM lors de la 46ème session du Conseil des droits de l'homme \(22 février – 19 mars 2021\) / The UN Food Systems Summit: How Not to Respond to the Urgency of Reform | Inter Press Service \(ipsnews.net\)](#).

⁸ [The corporate capture of global governance and what we are doing about it | Transnational Institute \(tni.org\)](#).

⁹ [Lettre du MSC au président du CSA au sujet du Sommet sur les systèmes alimentaires / Lettre de Michael Fakri, Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation à Agnès Kalibata.](#)

¹⁰ CIDSE. (2014). *L'Agriculture intelligente face au climat: les habits neufs de l'empereur?* / Wise, T. (2020). *Failing Africa's Farmers: New report shows Africa's Green Revolution is "failing on its own terms"*.

Quelle est l'approche générale de la CIDSE vis-à-vis du Sommet ?

La CIDSE a une longue histoire de travail sur la transformation de l'agriculture. Sur la base de ses recherches et de ses publications¹¹, la CIDSE conclut qu'une approche holistique basée sur les droits humains est essentielle pour aborder toutes les questions interconnectées en rapport avec l'agriculture. La CIDSE prône l'agroécologie¹² et soutient le partage des connaissances entre les mouvements sociaux et les chercheurs du Sud, comme du Nord. Comme le définit Olivier De Schutter¹³ : « *L'agroécologie est un concept cohérent pour la conception des futurs systèmes agricoles car il est fortement ancré à la fois dans la science et dans la pratique, et parce qu'il présente des liens étroits avec les principes du droit à une alimentation adéquate.* »¹⁴. La CIDSE considère que les intérêts des entreprises qui influencent le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires représentent une menace pour le développement et la mise en œuvre de l'agroécologie. La pléthore de solutions techniques et commerciales (semences améliorées et nouvelles techniques de sélection, agriculture numérique, agriculture intelligente face au climat, etc.) poussées par l'agrobusiness qui endette et exclut les petits agriculteurs ne permettra pas de nourrir durablement le monde ni de lutter contre la pauvreté. Elle ne fera que maintenir intact l'ordre des inégalités.

Le réseau de la CIDSE a décidé d'aborder le Sommet de manière critique. **La CIDSE et ses partenaires travaillent avec d'autres acteurs de la société civile partageant les mêmes idées afin de définir des stratégies fondées sur les droits pour la transformation durable des systèmes agricoles et alimentaires. Ces stratégies sont fondées sur des systèmes de gouvernance inclusifs et dénoncent les fausses solutions¹⁵. La CIDSE, bien que n'étant pas directement engagée dans le processus officiel du Sommet, continuera à cibler les institutions et à collaborer avec les acteurs de terrain pour créer un environnement favorable aux transitions agroécologiques.**

Ce sont les solutions que la CIDSE soutient depuis des années et pour lesquelles nous continuerons à nous battre. Les décisions intergouvernementales des prochaines années détermineront l'avenir de l'humanité. La CIDSE continuera à promouvoir les intérêts des petits agriculteurs qui nourrissent le monde, et à garantir le droit à l'alimentation pour tous et toutes. Sur une planète où les écosystèmes sont en train de s'effondrer, sans une solution globale, il n'y aura de solution pour personne. Mais la vie et l'espoir trouvent toujours leur chemin. La CIDSE s'engage à continuer à œuvrer pour un système alimentaire résilient afin de rétablir l'harmonie entre l'humanité et la nature.

¹¹ Pour n'en citer que quelques-unes : [CIDSE. \(2018\). *The Climate Urgency*](#); [CIDSE. \(2018\). *Les principes de l'agroécologie*](#); [CIDSE \(2020\). *Analysis of funding flows to agroecology*](#); (2020). [CIDSE and al. *Feminism and agroecology: Transforming economy and society*](#).

¹² [CIDSE. \(2018\). *Les principes de l'agroécologie*](#).

¹³ Olivier De Schutter a été Envoyé spécial des Nations unies sur le Droit à l'alimentation de 2008 à 2014. Il est actuellement Co-président du Panel International d'Experts sur les Systèmes Alimentaires Durables (IPES-Food) et Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme.

¹⁴ [Les principes de l'agroécologie](#).

¹⁵ [Lettre du MSC au Président du CSA à propos du Sommet sur les systèmes alimentaires](#).

CIDSE

together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

Membres de la CIDSE



Autriche



Belgique



Belgique



Canada



Angleterre et Pays de Galles



France



Allemagne



Irlande



Italie



Luxembourg



Pays-Bas



Pays-Bas



Portugal



Ecosse



Slovaquie



Espagne



Suisse



Etats-Unis

CONTACTS

Vincent Dauby, chargé de mission, agroécologie et souveraineté alimentaire – [dauby\(at\)cidse.org](mailto:dauby(at)cidse.org)
 Chiara Martinelli, Conseillère politique, – [martinelli\(at\)cidse.org](mailto:martinelli(at)cidse.org)
 Rue Stévin 16, 1000 Bruxelles, Belgique – www.cidse.org